

<p>DEPARTEMENT DE L'AIN =oOo= <u>Nombre de membres</u> Afférents au Conseil Municipal 19</p> <p>En exercice 19</p> <p>Prenant part à la délibération 13</p> <p><u>Date de la convocation</u> 11/02/2025</p> <p><u>Date d'affichage</u> 11/02/2025</p> <p>Del 20250217-1</p>	<p>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de la COMMUNE de CHALAMONT</p> <p style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">Séance du 17 février 2025</p> <p>L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept février à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune régulièrement convoqué avec un délai préalable de trois jours francs, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de Monsieur Bruno CHARVIEUX, Maire</p> <p><u>Présents</u> : Bruno CHARVIEUX, Thierry JOLIVET, Monique LAURENT, Benjamin LLOBET, Didier CORMORECHE, Roseline FLACHER, Stéphane MERIEUX, Sonia DEBIAS-SAID, Sandrine RUETTE, Sébastien JACQUET, Rachel SOCCOL, Lorène GUILLET.</p> <p><u>Absents excusés</u> : Claude AMASSE (procuration à CHARVIEUX Bruno), Florence CHAMBARD, Claire PICARD-LEROUX, Séverine MENAND,</p> <p><u>Absents</u> : Maud COMBIER, Edwige GUEYNARD, Valentin TISSOT,</p> <p>Monsieur Didier CORMORECHE a été élu secrétaire de la séance.</p>
---	--

1 PLATEFORME CITOYENNE : CONVENTION D'ENCAISSEMENT ET DE REVERSEMENT DE RECETTES POUR COMPTE DE TIERS

Présentation par la Communauté de Communes de la Dombes

La Communauté de Communes de la Dombes, dans le cadre de ses compétences, a souhaité déployer un outil numérique unique de commercialisation en ligne de prestations et de services afin de répondre de manière coordonnée et pertinente aux besoins et aux attentes des usagers. Le moyen de paiement proposé à l'utilisateur par la plateforme de vente en ligne est exclusivement la carte bancaire, via un module de paiement en ligne.

Cette plateforme citoyenne permet de disposer d'une offre d'achat globale multi-sectorielle. Ce dispositif s'appuie sur un site de vente sur Internet auquel est adossée une régie spécifique créée par délibération en date du 21 mars 2024.

En outre, dans la mesure où le régisseur procédera à des encaissements pour le compte de tiers, la délibération de création de la régie a prévu le principe de l'encaissement et du reversement des recettes pour le compte de tiers. Il est nécessaire en conséquence d'adopter une convention ayant pour but de définir précisément les relations contractuelles entre la Communauté de Communes de la Dombes, à l'origine de la régie, et le tiers destinataire des recettes perçues pour son compte.

Ce logiciel Dombes Connect sert pour la déchetterie, l'assainissement non collectif, les animations sportives et pourra servir pour l'eau et l'assainissement ou pour les événements des associations. C'est donc un outil unique qui est proposé aux habitants. Il y a moins de paiement en espèces, moins d'impayés.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, approuve la convention type d'encaissement et de reversement des recettes pour compte de tiers.

2_AUTORISATION DE MANDATER DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2025

Rapporteur : Bruno CHARVIEUX, Maire

Conformément à l'article L. 1612 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (budget prévisionnel et décisions modificatives), non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé au conseil municipal de mandater les dépenses d'investissement suivantes sur l'exercice 2025 avant le vote du budget :

Sur le budget principal

Il est proposé au conseil municipal de mandater les dépenses d'investissement suivantes sur l'exercice 2025 avant le vote du budget et notamment :

Chapitre (c)/ Opération (o)	Libellé	Crédits ouverts en 2024	Montant autorisé avant le vote du BP 2025
(C) 20	Immobilisations incorporelles	1 700,00	425,00
(C) 21	Immobilisations corporelles	237 082,48	59 270.62
(C) 23	Immobilisations en cours	3 000,00	750,00
(C) 27	Autres immobilisations financières	74 200,00	185.50
(O) 14	Modification du PLU	3 000,00	750,00
(O) 29	Salle polyvalente	44 498,66	11 124.67
(O) 30	Éclairage public	214 895,37	53 723.84
(O) 38	Aménagement de parking	200 336,00	50.084,00
(O) 56	Vidéoprotection	150 000,00	37 500,00
(O) 93	Rénovation de logements	39 953,95	9 988.49
(O) 96	Travaux mairie	20 000,00	5 877.50
(O) 99	Aménagement site du château	23 510,00	5 877.50
(O) 100	Place du marché	58 040,00	14 510.00

(O) 101	Photovoltaïque	38 800,00	9 700.00
(O) 102	Rénovation énergétique bâtiments communaux	32 000,00	8 000.00
(O) 162	Aménagement terrain de sport	142 706,40	35 976.60
(O) 185	Groupe scolaire	948 200,00	237 050.00
(O) 190	Eaux pluviales	44 000,00	11 000,00
TOTAL			551 793,72

Sur le budget assainissement

Chapitre (c)/ Opération (o)	Libellé	Crédits ouverts en 2024	Montant autorisé avant le vote du BP 2025
(C) 20	Immobilisations incorporelles	537,39	134.35
(C) 21	Immobilisations corporelles	5 493,72	1373.43
(O) 55	Travaux assainissement 2022-2023	448 000,00	112 000,00
(O) 59	Mise en séparatif EU et EP La Montée +Grande Rue	583 000,00	145 750,00
(O) 61	STEP	850,00	212,50
(O) 62	Réseaux place du Marché	80 000,00	20 000,00

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, décide d'autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement de ces crédits

3_SUBVENTION 2025 AU CCAS

Rapporteur : B. Charvieux, Maire et Roseline FLACHER, adjointe

Afin d'équilibrer son budget et de donner une trésorerie positive au CCAS, il est proposé de lui verser une subvention 2025 d'un montant de 16 598.31 €.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, approuve le versement d'une subvention de 16 598.31 €.

Cela engendre des questionnements sur quelles aides donner, quels sont les besoins, que donnent les structures environnantes. Il faut d'ores et déjà pouvoir donner une aide en cas d'urgences.

4- RENOVATION LED ECLAIRAGE JEU DE BOULES – DEMANDE DE SUBVENTIONS A LA CCDOMBES

Rapporteur : Bruno CHARVIEUX, Maire et Didier Cormorèche, adjoint

Ce projet de modernisation de l'éclairage public est subventionnable, par la communauté de communes qui pourrait prendre à sa charge 30% voire 40% du montant restant.

Dépenses H.T.		Recettes H.T.	
Mise en éclairage LED jeu de boules	9 682,88	Subvention CCDombes (max 40% reste à charge)	3 873,15
		Autofinancement (mini 20%)	5 809,73
TOTAL :	9 682.88	TOTAL :	9 682.88

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, approuve ce projet et autorise le Maire à signer le devis afférent. Il sollicite des subventions aussi élevées que possible à tout organisme public.

5- PLANTATION D'ARBRES ET ARBUSTES – DEMANDE DE SUBVENTIONS A LA CCDOMBES

Rapporteur : Bruno CHARVIEUX, Maire

Ce projet propose d'atténuer l'effet îlot de chaleur des cours du groupe scolaire par la plantation d'arbres et arbustes. Il s'agit de mettre en faveur de la biodiversité par la plantation d'arbres au site du château, avec une plantation d'essences locales qui favorise l'adaptation au sol et au climat.

Ce projet de plantation d'arbres au groupe scolaire et au lieu-dit « au château » est subventionnable, par la communauté de communes qui pourrait prendre à sa charge 30% voire 40% du montant restant.

Dépenses H.T.		Recettes H.T.	
Plantation d'arbres	7 183,00	Subvention CCDombes (max 40% reste à charge)	3 161.20
Plantation d'arbustes	720,00	Autofinancement (mini 20%)	4 741.80
TOTAL :	7 903,00	TOTAL :	7 903,00

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*

- Approuve ce projet,
- Sollicite des subventions aussi élevées que possible à tout organisme public,

6- AMENAGEMENT DE BIODIVERSITE – DEMANDE DE SUBVENTIONS A LA CCDOMBES

Rapporteur : B. CHARVIEUX Maire et Sonia DEBIAS-SAID, adjointe

Ce projet propose de poser plusieurs nichoirs au sein de notre commune, à l'école et au site du château, pour proposer des animations, de réaliser un diagnostic faune et avoir des préconisations de gestion.

Cette action permettra d'anticiper les effets du changement climatique et de mettre en valeur la biodiversité.

Ce projet d'aménagement de biodiversité est subventionnable, par la communauté de communes qui pourrait prendre à sa charge 30% voire 40% du montant restant.

Dépenses H.T.		Recettes H.T.	
Aménagement biodiversité	5 534,00	Subvention CCDombes (max 40% reste à charge)	2 213,60
		Autofinancement (mini 20%)	3 320,40
TOTAL :	5 534,00	TOTAL :	5 534,00

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*

- Approuve ce projet
- Sollicite des subventions aussi élevées que possible à tout organisme public.

7 DEMANDE DE SUBVENTION FAVA POUR ECLAIRAGE LED AU FOOT N°2

Rapporteur : Bruno CHARVIEUX, Maire

L'éclairage led du terrain de foot n°2 s'élève à 33 374,68 € H.T.

Il est possible de disposer d'une subvention d'environ 3 000 € de la Fédération Française de Foot.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, demande à la Fédération de Foot une subvention aussi élevée que possible

8 SUBVENTION DE LA MSA POUR JEUX PENDANT LE TEMPS PERISCOLAIRE ET DU CENTRE DE LOISIRS

Rapporteur : Benjamin Llobet, adjoint

La commune souhaite aménager les cours du groupe scolaire pour un montant de 49 591,16 € H.T.. Celles-ci servent au temps périscolaire (matin, midi et soir) ainsi que pour le centre de loisirs qui y a notamment sa restauration. La MSA pourrait subventionner ces aménagements.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*, demande à la MSA une subvention aussi élevée que possible.

9 MODERNISATION ECLAIRAGE PUBLIC LED – 2^{ème} tranche

Rapporteur : Didier Cormorèche, adjoint

Pour réaliser des économies d'énergie, il est projeté une 2^{ème} partie de modernisation de l'éclairage public par la mise en led.

Il s'agit de relamber 52 points lumineux et de rénover 260 points lumineux aériens.

Le projet est estimé à 179 000 € avec une participation du SIEA de 91 866 €.

Il reste donc à charge 87 698,21 €.
68 640 € sont finançables via de l'intracring sur 13 ans à 2%.
Pour mémoire, le taux fixe à 15 ans est de 3.50% à la Banque des Territoires.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*

- approuve le plan de financement du SIEA
- approuve le financement via de l'intracring
- sollicite une subvention aussi élevée que possible au titre du fond vert et de tout organisme financeur,

10_RESEAUX PLACE DU MARCHE : AVENANT N°2

Rapporteur : Thierry JOLIVET, adjoint

Le présent avenant a pour objet :

- La régularisation du nombre d'enquêtes de branchement d'assainissement
- L'évolution du programme des travaux
- L'arrêt de l'enveloppe financière prévisionnelle définitive des travaux,
- La validation de la phase AVP
- L'arrêt du montant définitif des honoraires
- La nouvelle répartition prévisionnelle du marché par co-traitants et par maître d'ouvrage

Le périmètre est agrandi de la rue des fossés jusqu'à la rue du stade, il y a des nombreux gainages en plus, de même que des déversoirs d'orages.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*

- approuve l'avenant n°2 à intervenir avec la maîtrise d'œuvre pour portant le marché de **61 761,80 € H.T. à 81 120.20 € HT (+19 358,40 €)** - dont 67 166.60 € H.T. pour Chalamont (au lieu de 46 217,96 € soit +20 948,64 €)

Dont Eau usées (budget assainissement) : 24 827.47 € HT pour Montmasson (dont 9 480 € pour Rezeau) et 25 375,93 € HT pour eau+01

Dont Eau pluviales (budget communal) : 4 636,04 € HT pour Montmasson et 12 327,16 € HT pour eau+01

Le démarrage des travaux est prévu en juillet. Ce sera d'abord la Grande rue puis celle des fossés jusqu'au stade. La place sera réalisée ultérieurement.

11_SIGNATURE DU LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) 2025-2029 AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'AIN ET LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE AIN -RHONE

Rapporteur : Benjamin LLOBET, adjoint

Considérant La Convention Territoriale Globale (CTG) de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle se concrétise par la signature d'un accord entre la Caf de l'Ain, la MSA, une commune ou une communauté de communes.

C'est une démarche qui vise à mettre les ressources de la Caf et la MSA, tant financières que d'ingénierie, au service d'un projet de territoire afin de délivrer une offre de services complète, innovante et de qualité aux familles.

Tous les champs d'intervention de la Caf peuvent être mobilisés : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, accès aux droits, logement, handicap etc. L'enjeu est de

s'extraire des démarches par dispositif pour privilégier une approche transverse partant des besoins du territoire. Les Ctg constituent également le vecteur pour décliner à l'échelon infra-départemental les politiques publiques portées par la branche Famille. Elles s'articulent ainsi avec les schémas de programmation départementaux existants (Schéma départemental des services aux familles, Schéma départemental de l'animation de la vie sociale, Schéma d'accessibilité aux droits et aux services...).

La première signature de la CTG de la Dombes pour la période 2020-2024 a permis un accompagnement de nos partenaires institutionnels et le développement de projets en faveur des services aux habitants. Par la signature de cette convention de partenariat, nos partenaires institutionnels ont reconnu les compétences de la Communauté de Communes de la Dombes en matière de politique sociale, ainsi ils ont pu apporter un soutien en matière de développement de projet.

Vu le diagnostic social réalisé en 2024 permettant de mettre en lumière l'analyse globale du territoire, il convient de porter les enjeux suivants dans la convention cadre CTG 2025-2029 :

Familles :

- Développer le lien social et lutter contre l'isolement des parents
- Renforcer l'accès à l'information et la visibilité des ressources à destination des familles
- Développer les réponses en matière de soutien à la parentalité quel que soit l'âge des enfants

Petite Enfance :

- Maintenir l'offre d'accueil petite enfance et veiller à son équilibre
- Développer le lien social et lutter contre l'isolement des parents
- Renforcer l'accès à l'information et la visibilité des ressources à destination des familles

Enfance :

- Favoriser l'accès aux loisirs pour les enfants et développer l'offre à destination des adolescents
- Agir en prévention sur les conflits intrafamiliaux et les besoins éducatifs des enfants

Jeunesse :

- Optimiser les moyens humains à destination des jeunes
- Améliorer la connaissance des services existants par les jeunes et leur famille
- Développer les infrastructures de transport pour favoriser le recours aux services et la vie sur le territoire
- Favoriser l'ouverture des jeunes sur le monde

Séniors :

- Mieux repérer et accompagner les seniors isolés et fragiles au moment de l'apparition des premières difficultés
- Accompagner la mobilité à l'intérieur des villages et à l'échelle du territoire
- Favoriser le maintien à domicile en accompagnant les parcours résidentiels et en renforçant les capacités de prise en charge

Accès aux droits :

- Renforcer l'identification et la connaissance des services, approfondir la réflexion sur le « comment informer »
- Renforcer la mobilité et l'accès physique vers les lieux d'accès aux droits

- Inciter les habitants à oser faire le premier pas, favoriser l'intégration dans la vie associative et les lieux d'animation de la vie sociale
- Identifier les vulnérabilités et réduire les facteurs de non-recours aux droits

Considérant que la signature de la CTG par la Communauté de Communes permet une prise en compte globale des besoins du territoire en matière d'accompagnement de projet politique permettra un soutien financier des postes de chargées de coopération permettant d'assurer la coordination, l'ingénierie et la gouvernance de la politique sociale de la Communauté de Communes.

Considérant que la signature de la CTG par l'ensemble des communes de la Communauté de Communes de la Dombes permettra :

1. À toutes les communes de bénéficier :
 - D'un accompagnement en matière d'ingénierie sociale (aide à la stratégie, coordination, accompagnement méthodologique, etc.) dans le développement de projets à destination des habitants de sa commune dans tous les champs du domaine social
 - De l'accompagnement financier des partenaires institutionnels dans le cas de développement de projets ouvrant droits à un soutien financier sur la durée de la convention.
 - D'un soutien financier dans le cadre des actions et appel à projets de Grandir en Milieu Rural, dispositif porté par La MSA
 - D'une aide à l'investissement pour les communes qui portent un PEDT et un plan mercredi.
2. Aux Accueils Collectifs de Mineurs soutenus par une ou plusieurs communes et répondant au cadre règlementaire, de bénéficier d'un soutien financier de part de la Caisse d'allocations Familiales de l'Ain sous forme de Bonus de Territoire.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, *à l'unanimité*

- autorise M. le Maire à signer la Convention Territoriale Globale pour la période 2025-2029
- autorise M. le Maire à signer tous les documents financiers ou annexes à cette convention pour garantir la mise en œuvre de la Convention

**12 DECISION DE NE PAS SOUMETTRE LA MODIFICATION
SIMPLIFIEE N°3 DU PLU A EVALUATION
ENVIRONNEMENTALE + MODALITES DE MISE A
DISPOSITION DU PUBLIC**

Rapporteur : Monique LAURENT, adjointe

Par arrêté du 11 octobre 2024 une procédure de modification simplifiée n° 3 du plan local d'urbanisme a été engagée ayant pour objet de :

- *Modifier le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU afin de supprimer l'interdiction d'installation des fermes solaires ;*
- *Encadrer le développement des énergies renouvelables en zone agricole par une adaptation du règlement de la zone A du PLU.*

Le dossier a été soumis à l'avis des personnes publiques associées qui ont toutes émis un avis favorable ; la commission départementale de protection des espaces naturels agricoles et forestiers a également rendu un avis favorable lors de séance du 21 janvier 2025.

L'Autorité environnementale a quant à elle rendu son avis le 7 janvier 2025 par lequel elle considère que cette modification du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine, et ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Après avoir entendu l'exposé du maire,

VU l'arrêté du maire en date du 11 octobre 2024 engageant la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme au titre du II de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme ;

VU le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme ;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-45 à L.153-48 ;

VU l'article R.104-12 3° du code de l'urbanisme qui prévoit que certaines procédures de modification de PLU font l'objet d'un examen au cas par cas par l'autorité environnementale pour déterminer s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale de la procédure ;

VU l'article R.104-33 du code de l'urbanisme qui prévoit que la personne publique responsable du projet prenne une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale, au vu de l'avis conforme de l'autorité environnementale sur l'examen au cas par cas de la procédure ;

VU les conclusions de l'auto-évaluation réalisée dans le cadre de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.104-12 3°, pour la modification simplifiée n°3 du Plan Local de l'Urbanisme ;

VU l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) n° 2024-ARA-AC-3650 en date du 7 janvier 2025 selon lequel cette modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.104-36 du code de l'urbanisme, le conseil municipal est compétent pour prendre la décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale au vu de l'avis conforme de l'autorité environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification simplifiée n° 3 du PLU est prêt à être mis à la disposition du public ; et que le dossier sera complété par les avis des personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, l'avis de la commission départementale de protection des espaces naturels agricoles et forestiers prévu au II de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, et l'avis de la MRAe du 7 janvier 2025 ;

et après en avoir délibéré à la majorité(1 voix contre M. Stéphane MERIEUX, 1 abstention Mme Sonia DEBIAS-SAID) , le conseil municipal :

1°) DECIDE de poursuivre la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme sans la soumettre à évaluation environnementale.

2°) DECIDE de mettre le dossier de cette modification à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- le public pourra prendre connaissance du dossier pendant une durée d'un mois du 17 mars au 18 avril 2025 en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site Internet de la mairie,
- durant cette période, chacun pourra consigner ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, côté et paraphé disponible en mairie aux jours et heures d'ouverture, ou par voie électronique à l'adresse suivante : enquete@mairie-chalamont.fr ;
- Les modalités de la mise à disposition seront portées à la connaissance du public par publication dans un journal habilité et sur le site Internet de la mairie, d'un avis au moins huit jours avant le

début de cette mise à disposition.

3°) PRECISE qu'à l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et approuvera le projet de modification simplifiée n°3 éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

4°) Autorise M. le Maire, ou un adjoint en cas d'empêchement, à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

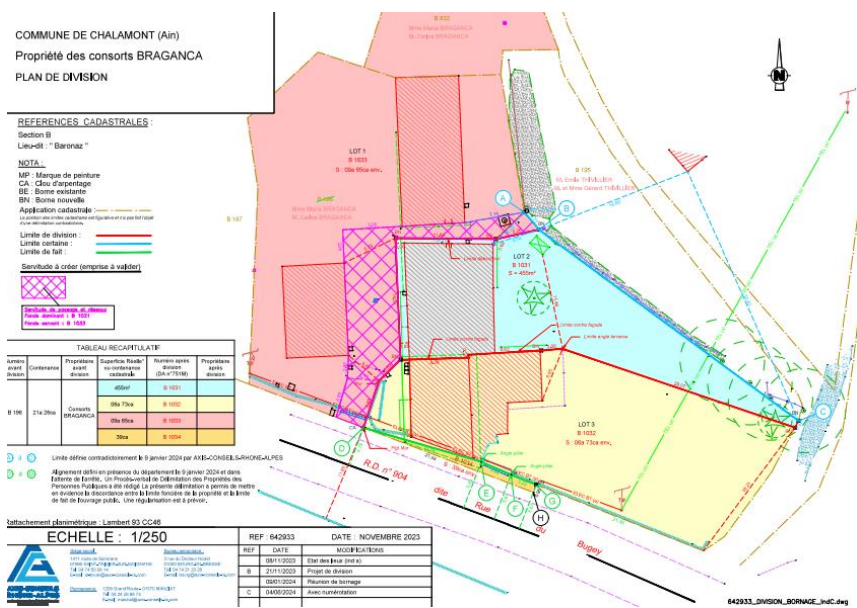
13_DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA)

Rapporteur : Monique LAURENT, adjointe

La déclaration d'intention d'aliéner ou « DIA » est un acte juridique par lequel le propriétaire notifie au bénéficiaire du droit de préemption (généralement la commune) son intention de vendre son bien immobilier et les conditions de la vente (en particulier le prix).

La collectivité publique dispose de deux mois à compter de la réception de la DIA pour faire savoir si elle souhaite ou non acquérir le bien : au prix de vente ou à un autre prix fixé au vu de l'évaluation de France Domaine.

DIA 2025V0001 : Maison d'habitation de 158 m² sur parcelle de terrain de 712 m² située « 759, rue du Bugey » (B 1032 et 1034) pour un montant de 235 000 € (partie en jaune)

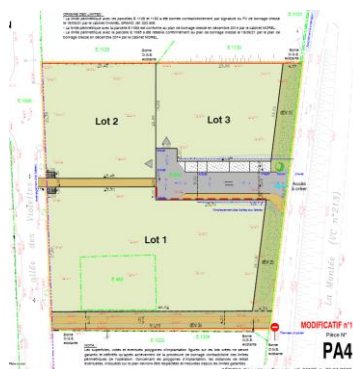


Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, dit ne pas exercer le droit de préemption sur ce bien

14_DENOMINATION D'UNE VOIE AU KLP CONCEPTION

Rapporteur : Monique LAURENT, adjointe

Il convient de dénommer la voie du lotissement de KLP Conception à « La Montée ». Il est proposé impasse des noisetiers.



Le conseil municipal, après avoir délibéré, **à l'unanimité**, dénomme cette voie « impasse des noisetiers »

INFORMATIONS

La société Ain Habitat a redéposé un dossier de permis de construire sur la propriété Cécillon Rue Saint-Honoré.

Delphine CAILLAUT, nouvelle directrice de l'EHPAD, prendra ses fonctions au 1^{er} avril.

Parking route de Bourg, le plateau est terminé, reste le marquage, le local poubelles et les panneaux. Il sera donc fermé encore tout le mois de mars.

Il manque un abribus route de Meximieux en face du garage Jacquet. Les enfants se protègent sous l'abribus de l'autre côté de la route et traversent au dernier moment. La Région sera contactée.

La communauté de communes ne veut pas prendre en charge le remplacement du totem vétuste situé à l'entrée de la zone d'activités du Creuzat, car elle n'est pas d'intérêt communautaire...

A vos agendas :

Débat d'Orientation Budgétaires le 17 mars à 18h.

Réception des Nouveaux arrivants : le 16 mai à 19h – Lieu à définir en fonction des disponibilités des salles